RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 14027
Numéro SIREN : 803 264 571
Nom ou dénomination : GUAM

Ce dépôt a été enregistré le 16/10/2017 sous le numéro de dépôt 104456

1710695301

DATE DEPOT :	2017-10-16
NUMERO DE DEPOT :	2017R104456
N° GESTION :	2014B14027
N° SIREN :	803264571
DENOMINATION :	GUAM
ADRESSE :	134 rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris
DATE D'ACTE :	2017/09/18
TYPE D'ACTE :	DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
NATURE D'ACTE :	TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL
	MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

14BM4027

"GUAM"

DB 18/09/17 (TB+NJ)

"Copie certifiée conforme à l'original"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.000 Euros

Siège social :
134, rue du Faubourg Saint-Martin
75 010 – PARIS

18/09/17 (06)

803 264 571 R.C.S PARIS

Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte déposé le :
16 OCT. 2017
Sous le N° :
Q04456

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 18 SEPTEMBRE 2017

L'an deux mil dix-sept, le dix-huit septembre à quinze heures,

Monsieur Stanley GENESTE
Demeurant 134, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 – PARIS

Propriétaire de la totalité des mille parts sociales de 10 euros chacune émises par la Société à Responsabilité Limitée "GUAM" au capital de 10.000 Euros,

Agissant en qualité d'associé unique et de seul gérant de ladite Société,

A préalablement exposé ce qui suit :

En sa qualité de Gérant de la Société, Monsieur Stanley GENESTE, associé unique, a établi et arrêté les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 mars 2016 et a également établi le rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours dudit exercice.

A pris les décisions suivantes relatives à :

- Le transfert du siège social de la société,
- l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2017,
- l'affectation des résultats dudit exercice,
- la mention des conventions visées à l'article L 223-19 du code de Commerce,
- la délégation de pouvoirs en vue des formalités,
- questions diverses.

.../...

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société à compter du 1er septembre 2017 au 134, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75010 – PARIS.

L'article 4 « Siège social » des statuts de la société sera modifié en conséquence.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2017, tels qu'ils sont établis, se soldant par un bénéfice de 20.727,82 €.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans son rapport de gestion.

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2017, s'élevant à 20.727,82 € en totalité au poste « Report à Nouveau » lequel présentera, après affectation, un solde créditeur de 75.543.54 €.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique rappelle qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

CINQUIEME DECISION

Conformément aux dispositions de l'article L 223-19 du code de Commerce, la présente décision fait mention des conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé entre la société et l'associé unique, à savoir :

- le compte courant non rémunéré de Monsieur Stanley GENESTE présente au 31 mars 2017 un solde créditeur de 25.027,03 € ;

- Monsieur Stanley GENESTE a perçu une rémunération de 70.000 € prise en charge par la société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017 en sa qualité de gérant majoritaire ;

- les charges sociales relatives à sa rémunération de gérant majoritaire, prises en charge par la société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017, s'élèvent à 14.216,00 € ;

- la société GUAM est domiciliée chez Monsieur Stanley GENESTE moyennant une indemnité d'occupation mensuelle de 300 €. Au titre de cet exercice, l'indemnité s'est élevée à 3.600 €.

- A compter du 1er septembre 2017, suite au transfert du siège social au nouveau domicile de Monsieur Stanley GENESTE au 134, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75010 – PARIS, cette indemnité d'occupation mensuelle sera de 350 euros.

SIXIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

---o0o---

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associé unique et reproduit sur le registre de ses décisions.

Le Gérant

Stanley GENESTE

"Copie certifiée conforme à l'original"



1710695302

DATE DEPOT :	2017-10-16
NUMERO DE DEPOT :	2017R104456
N° GESTION :	2014B14027
N° SIREN :	803264571
DENOMINATION :	GUAM
ADRESSE :	134 rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris
DATE D'ACTE :	2017/09/18
TYPE D'ACTE :	STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :	

11 M4027

"Copie certifiée conforme à l'original"

GUAM
Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 €
134, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris
RCS PARIS

Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte déposé le :
16 OCT. 2017
Sous le N° :
2017 14576

STATUTS

Mis à jour le 18 septembre 2017

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur Stanley Pierre GENESTE, né le 25 décembre 1971 à Paris 9ème, de nationalité française, célibataire, consultant, demeurant à PARIS (75010) : 22 rue Louis Blanc.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer.

GUAM

Société à responsabilité limitée

Au capital de 10 000 €

134, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris

RCS PARIS

M. Stanley GENESTE, demeurant 22 rue Louis Blanc 75010 Paris, agissant en qualité de fondateur de la société, déclare avoir pris personnellement, en vue de la création de ladite société, les engagements suivants :

- Ouverture d'un compte bancaire à Banque Populaire Rives de Paris Agence Louis Blanc pour dépôt des fonds constituant le capital social,
- Signature d'une lettre de mission auprés de AM Partners, société d'avocats, pour rédaction des statuts de la société,1200 € TTC
- Signature d'une convention d'occupation précaire d'un montant de 300 € / mois
- Achat de carte de visites, Copytop, 53,83 € TTC
- Frais de reproduction de dossiers de références, Copytop, montant total de 154,18 € TTC
- Achat d'une imprimante CANON MG, FNAC, 170,95 € TTC
- Achat de cartouches d'encre pour imprimante CANON, FNAC, 63,89 € TTC
- Achat de clés USB EMTEC et NEON 4GB, Office dépôt, 149,61 € TTC
- Frais d'envoi offre, La Poste, 24,30 € TTC
- Frais de déplacements pour prestation de conseils pour la Ville de Valence, SNCF, montant total 762,60 € TTC
- Formalité d'enregistrement au Greffe du Tribunal de commerce de Paris, 84,24 € TTC
- Frais de publication dans un journal d'annonces légales, 168,81 € TTC.

En application de l'article L210-6 du Code de commerce, le présent état reprenant l'énumération intégrale des engagements pris par M. Stanley GENESTE pour le compte de la société en formation, a été communiqué aux associés préalablement à la signature des statuts.

La signature des statuts par les associés emportera la reprise automatique de ces actes une fois la société immatriculée.

Fait à Paris, le 27 juin 2014

Signature de tous les associés précédée de la mention ("lu et approuvé")

lu et approuvé

Geneste

TITRE I
FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – EXERCICE - GERANCE

Article 1. Forme

La Société est une société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du livre deuxième du Code de Commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet :

- *Conseil, assistance et formation en urbanisme ;*
- *Conseil et assistance dans le montage et la faisabilité de projets urbains ; Conseil et assistance dans la conduite d'opérations d'aménagement ; Expertise et négociation foncière ; Management de transition ; Audit en démarche qualité ;*
- *Conception et animation de formations et d'enseignements en urbanisme et immobilier.*

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscriptions ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3. Dénomination sociale

La dénomination de la Société est :

« GUAM »

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots *« Société à responsabilité limitée »* ou de l'abréviation *« SARL »*, de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé à **PARIS (75010) : 134, rue du Faubourg Saint-Martin**

Il pourra être transféré à tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5. Durée

La duré de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2113, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6. Exercice social

L'exercice social se commence le 1er avril et se termine le 31 mars de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 mars 2015.

Article 7. Gérance

Monsieur Stanley GENESTE, associé unique, exerce la gérance de la Société sans limitation de durée.

Monsieur Stanley GENESTE, intervenant aux présents statuts, déclare accepter les fonctions qui lui sont conférées.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

TITRE II
APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

Article 8. Apports

Monsieur Stanley GENESTE apporte à la Société la somme de 10 000 € (dix mille euros) correspondant à 1 000 parts sociales de 10 € (dix euros) souscrites en totalité et libérées à hauteur de la moitié, soit pour une somme de 5 000 € (cinq mille euros).

La libération du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur appel de fonds de la gérance, dans le délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La somme de 5 000 € a été déposée à compte ouvert à la Banque Populaire Rives de Paris, agence Louis Blanc, au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Article 9. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 10 000 €.

Il est divisé en 1 000 parts de 10 € chacune numérotées de 1 à 1 000, attribuées en totalité à Monsieur Stanley GENESTE, en rémunération de son apport en numéraire et libérées dans les conditions visées à l'article 8 ci-dessus.

Article 10. Modification du capital social

I. Augmentation de capital

Modalités de l'augmentation de capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes

II. Réduction du capital social

1. Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

2. Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

   Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

   En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

   Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation est effectuée.

Article 11. Représentation des parts sociales – Obligations nominatives

I. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectuées. Ces parts sont émises sans valeur nominative et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et son annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

II. Obligations nominatives

Si la Société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir faire appel public à l'épargne.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la Société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au Gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles 27 et 27-2 du décret du 23 mars 1967, sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Article 12. Cession - Transmission

I. Cession

1. Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

   La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

   Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de Commerce.

2. Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

3. En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la Sociétés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associés, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les Sociétés commerciales.

II. Transmission

4. En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritier, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

III. Dissolution de la communauté

S. En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux ;

Article 13. Indivisibilité des parts sociales

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

Article 14. Décès ou incapacité d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

TITRE III
APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

Article 15. Pouvoirs de la gérance

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les Gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentants plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité des Gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, à la signature sociale, donnée par les mots *« Pour la Société – Le Géront »*, suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Article 16. Cessation des fonctions des Gérants

Le ou les Gérants son révocables par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

Article 17. Rémunération de la gérance

Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 18. Conventions entre la Société et la gérance ou un associé

1. Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (article L 223-20 du Code de Commerce), qui interviennent directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.
   Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, un Gérant, un administrateur, un Directeur Général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance, est également associé ou Gérant de la SARL.

2. Lorsque la Société n'est pas pourvue de Commissaire aux comptes, les conventions conclues par le Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

3. La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, Gérant ou non. Toutefois, le Gérant non associé ou le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4. Les conventions conclues par l'associé unique ou par le Gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.

5. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.
   Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV
DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 19. Décisions de l'associé unique ou des associés

1. L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2. Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

3. En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

4. Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 20. Information de l'associé unique ou des associés

1. L'associé unique non Gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2. Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminés par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE V
CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 21. Commissaire aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI
COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES

Article 22. Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus de recherche et de développement.

Article 23. Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite *« réserve légale »*. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la Société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII
PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 24. Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la Société doit être prorogée ou non.

Article 25. Dissolution - Liquidation

1. La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code Civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3. Lorsque la Société comporte un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

   Sa dénomination doit alors être suivie des mots « *Société en liquidation* ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

   La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

   Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

   Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 26. Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VIII
FORMALITES

Article 27. Personnalité morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente Société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Stanley GENESTE ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 28. Actes souscrits au nom de la Société en formation

Monsieur Stanley GENESTE, associé unique, a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

En outre, Monsieur Stanley GENESTE agira au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Il passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la Société.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

Article 29. Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des « *frais d'établissement* » et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à Paris
Le 25 JUIN 2014
En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST
Le 27/06/2014 Bordereau n°2014/739 Case n°42 Ext 6517
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
L'Agent administratif des finances publiques